



GENERAL ELECTRIC

UN ENJEU DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Maintenir et développer nos capacités et nos compétences dans le secteur de l'énergie.

Vu depuis l'extérieur cela se traduit par une succession de Plans de Suppressions d'Emplois, mais cette démarche porte en elle une cohérence. Le rachat de la branche «énergie» d'Alstom en 2015 a permis à General Electric d'obtenir des parts de marché sans investir dans le développement de ses filiales originelles. Rappelons-nous que jusqu'en 2018, les fusions/acquisitions était au cœur de la fabrique de cash. C'est la raison pour laquelle, il ne faut pas traiter ces plans séparément : hier, c'était les turbines à gaz ; aujourd'hui c'est Hydro et Grid ; Steam n'est pas épargné avec l'arrêt du charbon neuf. Tous démontrent un désengagement de GE dans sa branche énergie, avec des plans de restructurations rendant de plus en plus autonome chaque activité dans le but de réaliser des ventes. Étant donné qu'il est difficile de trouver un repreneur pour le tout, on regardera au cas par cas, ce que l'on garde ou pas.

La transition énergétique ne peut se faire sans moyens : formations, investissements, R&D. Tout le monde s'accorde pour dire qu'il faut effectuer une transition énergétique. A la CGT, nous pensons qu'il ne peut y avoir de transition énergétique sans conserver les emplois et faire évoluer les métiers, ce qui nécessite des investissements, de la formation, de la R&D. Bien que les questions énergétiques se planifient sur du très long terme, rien ne définit à ce jour comment y parvenir.

Il n'y a aucune stratégie «énergético-industrielle» évidente ! C'est à cause de cette absence de stratégie, que GE peut justifier ses PSE par des difficultés ponctuelles sans risquer de se faire recadrer. Le tout, malgré le fait que la société a touché 200 millions d'euros au titre du CICE, ou bien à travers sa participation au Super Grid, etc. Nous touchons du doigt l'incohérence entre les envies capitalistiques d'une société et les besoins sur les énergies d'une nation pour les siècles à venir.

Aussi, il est urgent de passer sous contrôle publique la branche énergie de GE. Au travers de ses différentes agences de financements et

de participations (BCI, BPE, BPI), l'État dispose des outils financiers pour entrer au capital de la branche POWER de GE sans impacter le budget de l'État. Cela permettra de préserver, et développer les compétences et capacités industrielles actuelles, pour les tenir prêtes à répondre aux besoins du mix énergétique tel qu'il aura été défini démocratiquement. GE prend là toute son importance car elle concentre à elle seule un positionnement sur plusieurs possibilités : Nucléaire, Gaz, Charbon, Réseaux (Grid), Conversion d'énergie, etc. Prenons aussi conscience que si GE fait défaut, c'est EDF et ses homologues européens, exploitants de centrales électriques, qui se retrouveront avec des difficultés insolubles touchant à l'exploitation de leurs centrales. Face à ce démantèlement méthodique d'un de ses sous-traitant essentiel, comment EDF pourrait-il demain, assurer la maintenance de ses centrales, leur maintien en conditions opérationnelles, leurs rénovations l'amélioration de leurs performances ? L'intervention des salariés restera décisive pour mettre fin à la braderie de nos outils industriels.

COMBATTRE LES PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI DANS GE, C'EST DÉFENDRE L'IDÉE DE LA NÉCESSITÉ D'UNE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE. NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS !

ENSEMBLE, ACTEURS DE LA FILIÈRE ÉNERGÉTIQUE,

AGISSONS POUR OBTENIR :

- **UN MORATOIRE SUR LES PLANS DE RÉDUCTIONS DE D'EFFECTIFS INJUSTIFIABLES**
- **UNE REPRISE DES INVESTISSEMENTS ET DES EMBAUCHES POUR GARANTIR LA BONNE EXÉCUTION DES COMMANDES.**
- **QUE L'ÉTAT AGISSE ENFIN POUR ASSURER UN PROJET DE DEVENIR GLOBAL À LA FILIÈRE ÉNERGÉTIQUE**



STEAM

UNE EXPERTISE UNIQUE AU MONDE SUR LES CENTRALES THERMIQUES ET LES TURBINES NUCLÉAIRES

Ce secteur d'activité issu d'ALSTOM est spécialisé dans la conception de centrales neuves et la fabrication des composants de la ligne d'arbre (Turbines/Alternateurs) et des équipements auxiliaires. Les activités de services notamment dans le domaine Charbon et Nucléaire s'appuie sur cette expertise. Au cours de ces deux dernières décennies le charbon fut le moteur de ce secteur avec la mise au point de centrales modernes moins polluantes et au rendement énergétique élevé.

La force de STEAM c'est sa polyvalence au niveau des énergies ! A contrario GE a poussé à la spécialisation de STEAM sur des segments étroits de marché rendant notre activité vulnérable.

En 2008, avec la croissance forte de la demande en électricité la société pouvait compter sur une envolée de ses commandes de centrales à charbon neuves ; tandis que, marquée par la conséquence de Fukushima et les difficultés de mise en œuvre de Flamanville (EPR), la production de turbines nucléaires devait faire face à un ralentissement drastique. Heureusement, le choix d'Alstom, à l'époque, fut celui de préparer la reprise du marché en montant divers partenariats dans le monde pour démarcher de nouveaux contrats. C'est ainsi que depuis quatre ans maintenant, grâce à notre JV Rosatom, nous avons pu remplir notre carnet de commandes avec des turbines nucléaires. De même, Alstom a assuré le maintien de l'activité Alternateur par une diversifications des commandes autour du Gaz, du Charbon et du Nucléaire. C'est cette volonté d'adaptation qui a conduit Alstom à développer une activité de conception de centrales à vapeur non conventionnel (Biomasse, Géothermie et Solaire) poussé par une volonté de multiplier les sources de production d'énergie décarbonées. Dès sa prise de contrôle de la branche énergie d'Alstom, GE s'est empressé d'abandonner cette activité, à contre-courant d'un marché tiré par le renouvelable.

Dernière étape de cette stratégie de repli, le désengagement programmé de la construction de centrales à Charbon fait courir un risque vital à notre activité en la rendant mono-produit.

Aujourd'hui GE prétexte d'une conjoncture particulièrement défavorable à l'activité charbon pour accélérer la spécialisation autour du seul nucléaire en annonçant son intention de ne plus se positionner depuis l'Europe sur le marché des

centrales à charbon neuve. Nous deviendrions alors une activité purement nucléaire sans possibilité de faire face à de nouveaux retournements de conjoncture ou même d'équilibrer la charge de nos usines en fonction des prises de commandes avec une inquiétude forte sur l'activité alternateur.

L'État doit se positionner clairement pour un retour à une logique d'investissement et de maintien des expertises.

Outre ces éléments de stratégie visibles on assiste aussi à une politique durable de restriction des investissements et des embauches en contradiction avec un carnet de commande durablement structuré. Déjà, des non-qualités surviennent qui résultent d'une négligence des besoins opérationnels par l'actionnaire. Cette situation a conduit l'ensemble des élus à alerter la direction de STEAM. Or l'État détient une action préférentielle de GEAST/STEAM et un représentant de l'État siège au conseil d'administration de notre entité. Il est censé garantir les intérêts nationaux, notamment sur la production des turbines nucléaires ARABELLE. Il doit agir pour stopper GE dans sa volonté liquidatrice.

**POUR FAIRE VALOIR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL,
L'ENSEMBLE DES ACTIVITÉS DE STEAM**

**- MAILLON STRUCTURANT DE LA FILIÈRE ÉNERGÉTIQUE
DE GE - DOIT SANS ATTENDRE PASSER
SOUS CONTRÔLE PUBLIC POUR PRÉSERVER L'AVENIR.**

ENSEMBLE, AVEC LES DIFFÉRENTS ACTEURS DE LA FILIÈRE ÉNERGÉTIQUE,

AGISSONS POUR OBTENIR :

- **UN MORATOIRE SUR LES PLANS DE RÉDUCTIONS D'EFFECTIFS, INCOMPATIBLES AVEC LE MAINTIEN DES EXPERTISES,**
- **UNE REPRISE DES INVESTISSEMENTS ET DES EMPAUCHES POUR GARANTIR L'EXÉCUTION DES COMMANDES,**
- **QUE L'ÉTAT AGISSE ENFIN POUR ASSURER UN PROJET DE DEVENIR GLOBAL À LA FILIÈRE ÉNERGÉTIQUE.**



HYDRO

PLAN DE SACCAGE DE L'ENTREPRISE

GE poursuit l'asphyxie de l'activité Hydro, particulièrement en France en supprimant des emplois et en délocalisant

- 2013** PSE à Levallois : Sur un effectif de 150, 40 transferts à Grenoble et 110 postes supprimés / Perte d'expérience et de compétences en auxiliaires électriques et mécaniques des centrales hydrauliques (BoP) et en Systèmes de Commande.
- 2017** PSE à Grenoble : 292 postes supprimés / Fermeture de l'atelier de production de turbines hydrauliques / Perte de compétences en turbines hydrauliques / Délocalisation des fonctions administratives, finances, achats et ingénierie vers les pays à bas coûts.
- 2020** PSE à Belfort et Levallois : 89 suppressions de postes, voire 119 postes si les transferts prévus ne se font pas / Pertes de compétences en alternateurs pour machines hydrauliques / Délocalisation des fonctions supports vers l'Inde, Turquie, Hongrie, Roumanie et Chine.

Toujours les mêmes arguments de la Direction :

Comme pour le plan de 2017, marché en baisse, l'Hydro ne fait plus recette, les résultats financiers se dégradent, la conjoncture, les coûts de base trop élevés... Elle fait fi de l'absence de stratégie, de réduction des investissements en R&D, du manque d'un véritable projet industriel ! En 2017, le PSE a été présenté (-46% d'effectifs) comme la solution inévitable pour redresser la société et éviter la fermeture. Depuis, la situation n'a fait que se dégrader : la perte des savoir-faire et des compétences a engendré la dérive des coûts sur projets, la baisse des résultats financiers, la multiplication des non-qualités.

La Direction persiste et signe en 2020 en adoptant les mêmes modalités et la même stratégie qu'en 2017. C'est une simple opération financière à court terme ayant pour objectif la réduction immédiate des coûts fixes de 22% à 15% et la réduction de

coûts à 10% dans un avenir proche (selon le rapport d'expertise externe). Après la turbine à Grenoble, GE s'en prend à l'alternateur en fermant le site de Belfort. Les suppressions d'emplois annoncées par GE Hydro en France et les délocalisations sont incohérentes et en complète contradiction avec le plan de relance du gouvernement. L'État est en droit d'exiger l'arrêt des suppressions d'emplois dans la filière hydraulique au regard des engagements pris pour assurer la transition énergétique de la France. Les compétences et les savoir-faire de GE Hydro France doivent rester sur le territoire national.

LA CGT INTERPELLE LE GOUVERNEMENT

POUR LE RESPECT DU PLAN DE RELANCE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES, POUR LE MAINTIEN DES ACTIVITÉS STRATÉGIQUES DE GE EN FRANCE ET LA SAUVEGARDE DE LA FILIÈRE HYDRAULIQUE EN FRANCE.

TURBINES À GAZ

Préparons l'après GE. Depuis 2016, GE n'a cessé les plans de licenciements et a dépecé ainsi nos savoirs faire dans des secteurs d'activité stratégiques. L'entité Turbine à gaz n'a pas échappé à cette logique purement financière de GE. Et c'est ainsi qu'en mai 2019 (3 jours après les élections européennes), un plan de licenciements massif de 792 salariés à Belfort, Bourogne et Chonas est annoncé par la direction. En octobre 2019, un mouvement de grève de 10 jours est initié par les salariés et la CGT qui a permis d'atténuer ce plan le ramenant à 542 suppressions d'emplois et le paiement des jours de grève. Cette situation nous amène à considérer que

non seulement ce plan de destruction d'emplois, de compétences, de capacité productive, de services et d'études n'est pas acceptable, mais que d'autres choix sont nécessaires à travers un plan d'investissement, d'innovation et de renforcement des compétences. La responsabilité du gouvernement est engagée pour imposer à GE une autre alternative. Il est aussi nécessaire de ne pas laisser GE dans ses choix financiers. De ce point de vue la prise de participation publique majoritaire dans le capital GEEPF à travers la BPI, se pose aujourd'hui concrètement si l'on veut maintenir et développer une filière industrielle en France et en Europe.



GRID

UN CAS D'ÉCOLE DE DÉCISIONS À CONSÉQUENCES IRRÉVERSIBLES

C'est la fin d'une histoire industrielle centenaire

Ce **Plan de Suppressions d'Emplois dans les activités Renouvelables va concerner principalement GRID Solutions avec 1225 suppressions d'emplois en Europe.** La France, avec 618 suppressions d'emplois sur 2040 salariés est lourdement impactée : c'est une réduction de plus de 30% de ses effectifs. Derrière des justifications économiques de circonstances, GE cherche avant tout à se dédouaner de ses mauvais choix stratégiques et d'absence de réelle politique industrielle depuis le rachat des activités Energie d'Alstom. Aucun changement ou remise en cause : ce plan n'a qu'une logique financière immédiate visant à un retour à l'équilibre financier en 2022. GE s'est engagé, depuis son rachat des activités d'Alstom, dans une politique de réorganisation permanente et de réduction des coûts pour répondre aux attentes et aux promesses faites aux actionnaires.

GE = 117 milliards de dollars versés à ses actionnaires en 10 ans. Ce sont les chiffres que nous avons déjà communiqué à l'automne 2019 lors du précédent plan pour démontrer que la situation dans laquelle nous sommes découle de choix politiques et industriels assumés de GE. Le ministre Bruno Le Maire a fustigé le plan de suppressions d'emploi qui se dessinait chez GE : il va falloir que ces déclarations d'intention se traduisent par des actes forts. Sinon l'activité GRID, avec ses fortes compétences dans le domaine énergétique, risque de disparaître du territoire national. Ces compétences sont indispensables à la mise en œuvre d'une politique de transition écologique. C'est un plan de repli imposé par des contraintes de rentabilité qui impose la fermeture de sites, des transferts et des délocalisations de fabrications, l'externalisation de l'ingénierie et de la R&D, sans aucune ambition d'investissement et de perspective de développement à moyen terme. De nombreux emplois induits de sous-traitants vont également disparaître à Villeurbanne, dans le département et la région !

GE ne vend aucun matériel en Chine, mais va concentrer sa production dans ce pays en prenant le risque de perdre toutes les compétences

dans le domaine énergétique, primordial pour l'indépendance énergétique de la France. La baisse des budgets R&D, qui se traduira aussi par des suppressions d'emplois d'ingénieurs et techniciens de recherche, est une catastrophe pour les produits du futur : la gamme G3 (appareillage avec gaz décarboné). C'est dans ce sens que vos organisations syndicales ont sollicité un rendez-vous à Bercy auprès de Bruno Lemaire. Deux courriers ont été envoyés sans réponse pour le moment ! Ceci en dit long sur la différence entre les propos du ministre de l'économie et les actes du gouvernement.

NOUS AVONS DES PROPOSITIONS ALTERNATIVES
CRÉDIBLES À FAIRE VALOIR AUPRÈS DE L'ÉTAT :

- **PERMETTANT DE SAUVER DES EMPLOIS EN FRANCE**
- **PERMETTANT DE MAINTENIR SUR LE TERRITOIRE UNE COMPÉTENCE RECONNUE ET INDISPENSABLE DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DES RÉSEAUX ÉLECTRIQUES HAUTE TENSION ET DE L'APPAREILLAGE,**
- **PERMETTANT DE MAINTENIR UN NIVEAU ÉLEVÉ DE COMPÉTENCE EN R&D POUR DÉVELOPPER LES APPAREILS DU FUTUR AVEC LE NOUVEAU GAZ G3**
- **PERMETTANT DE CONSERVER UN CENTRE DE COMPÉTENCE À ST-PIERRE EN HVDC POUR LE TRANSPORT EN COURANT CONTINU DES PLATEFORMES ÉOLIENNES OFFSHORE ET SOLAIRE INDISPENSABLE À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE.**

Le gouvernement, qui a mis en place un plan de relance à hauteur de 100 Milliards et dit vouloir relocaliser les productions stratégiques, doit intervenir.

Le gouvernement, qui annonce vouloir maintenir et développer l'indépendance énergétique de la France, doit intervenir.

Le gouvernement, qui annonce vouloir faire de la transition écologique un axe prioritaire, doit intervenir.